

Berne, le 10 janvier 1978

Note de dossierConflit vietnamo-cambodgien: la rivalité sino-soviétique en Indochine

P.B.58.71.

La crise vietnamo-cambodgienne illustre à la fois, sur le plan bilatéral, l'aggravation intervenue dans les relations entre Hanoï et Phnom Penh, et en même temps, sous l'angle multilatéral, l'intensification de la rivalité sino-soviétique en Indochine depuis le retrait des Etats-Unis.

Le Vietnam ayant, depuis la chute de Saïgon, toujours été plus proche de l'URSS que de la Chine, tandis que le Cambodge s'orientait principalement vers Pékin, on est tenté dans cette affaire d'identifier les intérêts de Moscou à ceux de Hanoï et le jeu chinois avec le jeu khmère.

La situation est, en fait, beaucoup plus complexe, et l'on ne peut affirmer qu'une issue favorable - par exemple - à Hanoï de l'actuel conflit avec le Cambodge serait à porter exclusivement à l'actif du Kremlin.

Depuis bien longtemps les données géographiques, historiques et économiques dictent aux dirigeants vietnamiens une politique extrêmement subtile de balance des influences soviétique et chinoise. D'une part l'instinct de résistance au traditionnel expansionnisme chinois, la suspension de l'aide économique chinoise, jadis importante, et la suppuration du contentieux opposant Hanoï à Pékin à propos du contrôle (et de l'exploitation pétrolière) des îles Paracelse et Spratly expliquent que la Chine soit actuellement en retrait sur la scène vietnamienne alors que l'URSS y est omniprésente.

En même temps, le pro-soviétisme des dirigeants de Hanoï n'est que l'instrument dont ils se servent pour contrebalancer l'influence chinoise. Le régime actuel est orienté vers mais non aligné sur Moscou, et veille à ne pas se laisser insérer trop étroitement dans le camp socialiste. Les réticences de Hanoï à l'égard du Comecon (où il a, malgré les pressions soviétiques, réussi à conserver son statut d'observateur), et le rappel public et parfois provocateur (à Moscou par exemple, à l'occasion des fêtes célébrant le 60e anniversaire de la révolution d'octobre) de la dette contractée par le Vietnam vis-à-vis de la Chine sont significatifs à cet égard.

Mais l'effort déployé par Hanoï afin de préserver sinon d'améliorer ses relations avec la Chine, c'est-à-dire d'équilibrer sa politique étrangère, est à son tour conçu essentiellement comme instrument de l'autonomie vietnamienne à l'égard de Moscou. Un tel jeu de bascule ne laisse à Hanoï qu'une marge de manoeuvre réduite. Si ses dirigeants paraissent avoir réussi, jusqu'à présent, à résister aux pressions du Kremlin, désireux de récupérer une ancienne base navale américaine située sur la côte Est, les difficultés économiques auxquelles ils doivent faire face les ont contraints à souscrire à la tentative, certainement approuvée sinon voulue à Moscou, de lier plus étroitement le Vietnam au bloc soviétique par l'intermédiaire du traité d'amitié et de coopération conclu en décembre dernier avec la RDA. L'accord réalisé à cette occasion entre Hanoï et Berlin-Est, "sur tous les points" comme le précisa lui-même Le Duan, a été signé quelques jours seulement après son retour de Pékin, où l'on peut penser qu'il s'était rendu non seulement pour souligner le non-alignement de Hanoï sur Moscou mais aussi pour solliciter une reprise (qui ne lui aurait pas été accordée ou qui lui aurait été proposée à des conditions inacceptables) de l'aide alimentaire chinoise.

La lente et difficile consolidation des liens entre le Vietnam et le bloc socialiste n'en fait donc encore qu'un allié conditionnel et non un vassal de Moscou. Il en est de même pour le Cambodge, qu'il serait simpliste, malgré le réchauffement de son alliance avec la Chine, de classer comme satellite de cette dernière. L'écart s'explique toutefois essentiellement, dans ce second cas, par la situation intérieure confuse régnant dans le pays. Le Premier Ministre Pol Pot, également secrétaire du PC khmère, et favorable selon toute apparence à un resserrement des liens avec les pays socialistes, à commencer par la Chine, (surtout depuis la chute de la bande des 4) n'a pas encore réussi à s'imposer définitivement à la tête du pays. A la tête d'une faction rivale, l'actuel chef de l'Etat Khieu Samphan, partisan d'une politique plus isolationniste et nationaliste, impliquant ^{la recherche d'} nettement une plus grande autonomie vis-à-vis de la Chine, aurait réussi à redresser au moins provisoirement sa position après une éclipse de plusieurs mois.

Cette instabilité est certainement un des motifs de la réserve observée jusqu'à présent par Pékin dans le contexte du nouveau conflit vietnamo-cambodgien. "Chine Nouvelle" a repris la version cambodgienne des faits, mais a gommé les formules les plus violentes de la proclamation de Khieu Samphan; en même temps, dans un effort d'au moins apparente impartialité, "Chine nouvelle" a reproduit, sous une forme tronquée évidemment, le point de vue de Hanoï. Il semble que la Chine veille à ne pas s'identifier totalement avec les thèses cambodgiennes, sans dissimuler toutefois que ses sympathies la portent vers Phnom Penh plutôt que vers Hanoï, parce qu'elle n'est pas assurée que le groupe pro-chinois de Pol Pot arrive à consolider définitivement sa position, peut-être même parce qu'elle craint que la faction de Khieu Samphan ne parvienne à la faveur du conflit actuel, à récupérer son assise antérieure. Le désir de sauvegarder la connection vietnamienne n'est certainement pas non plus étranger à cette réserve.

Et surtout, la Chine n'a aucun intérêt à ce que l'actuel conflit se prolonge, voire s'aggrave. Son souci dominant depuis la fin de la guerre du Vietnam, a été de favoriser la consolidation du statu quo en Asie du Sud-Est afin de ne pas se laisser créer de prétextes à l'intervention de Moscou et à l'expansion de Hanoï. Ce travail de stabilisation avait, tout récemment encore, porté des fruits. Après l'effort d'ouverture du Cambodge (visite de Pol Pot à Pékin), un rapprochement s'était esquissé entre ce dernier et la Thaïlande (avec laquelle Phnom Penh avait accepté, le 11 novembre dernier, d'entrer en pourparlers afin de négocier le différend frontalier opposant les deux pays) et avec la Birmanie (visite de Ne Win à Phnom Penh le 28 novembre). Et le Vietnam paraissait lui aussi disposé à servir, jusqu'à un certain point, la stratégie de paix chinoise (lors de sa visite à Pékin, fin novembre également, Le Duan avait souligné son désir "de contribuer à la défense de la paix dans le sud-est asiatique et dans le monde").

L'actuel conflit vietnamo-cambodgien contrarie cette stratégie modératrice et l'on comprend aisément que Pékin veille "à ne pas jeter d'huile sur le feu" et exerce tous les moyens de pression possibles pour amener Hanoï à envisager, dans les plus brefs délais (c'est-à-dire avant que l'aggravation du conflit et le déséquilibre militaire entre le Vietnam et le Cambodge ne contraignent Pékin à appuyer plus massivement le second) un règlement négocié acceptable.

L'Union soviétique paraît, elle aussi, consciente de la complexité de la situation en Indochine et de la difficulté d'y promouvoir ses intérêts à la faveur de conflits armés. On ne note jusqu'à présent qu'une prise de position indirecte de Moscou en faveur de Hanoï (dont la "Prawda" du 2 janvier a reproduit les déclarations sans les assortir d'aucun commentaire), et la reprise de commentaires défavorables à Phnom Penh.

En mesurant son appui au Vietnam, le Kremlin tient peut-être à marquer sa mauvaise humeur à l'égard d'un allié réfractaire. Il indique en même temps, à l'intention du Cambodge (et ^{de} Pol Pot qui, lors de son passage à Pékin, avait soigneusement évité de reprendre les tirades anti-soviétiques de ses hôtes chinois) son souci de préserver la possibilité d'une normalisation à terme des relations entre Moscou et Phnom Penh (hypothéquées aux yeux des dirigeants khmères par la caution que l'URSS a, jusqu'à sa chute, apportée au régime de Lon Nol).

Aussi bien Moscou que Pékin paraissent, en définitive, fort peu désireux de croiser directement le fer en Indochine, que ce soit pour le compte d'alliés qui ne sont plus sûrs ou d'alliés qui ne le sont pas encore devenus. Il semble, paradoxalement, que le polycentrisme croissant du monde communiste dans cette région, qui est directement lié au nationalisme des dirigeants, y freine la rivalité sino-soviétique, dont on s'attendait qu'elle s'intensifie après le retrait américain d'Indochine, et exerce par là-même, en dépit de la recrudescence - liée précisément à ce nationalisme - des conflits locaux, une influence plutôt stabilisatrice. Ceci fait, en conclusion, du conflit vietnamo-cambodgien essentiellement un conflit local, n'entraînant pas d'aggravation des tensions sino-soviétiques.

(S. Michl)